

France

14 avenue Berthelot
69361 Lyon Cedex 07
Tél. : + 33 (0) 4 78 69 79 79
Fax : + 33 (0) 4 78 69 79 94
contact@handicap-international.org
www.handicap-international.fr

104-106 rue Oberkampf
75011 Paris
Tél. : + 33 (0) 1 43 14 87 00
Fax : + 33 (0) 1 43 14 87 07
paris@handicap-international.org

Allemagne

Ganghofer str. 19
80339 München
Tél. : + 49 (0) 89 54 76 06 00
Fax : + 49 (0) 89 54 76 06 20
info@handicap-international.de
www.handicap-international.de

Belgique

67 rue de Spa
1000 Bruxelles
Tél. : + 32 (0) 2 280 16 01
Fax : + 32 (0) 2 230 60 30
headoffice@handicap.be
www.handicap-international.be

Canada

1819 boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 401
Montréal (Québec) H3H 2P5
Tél. : + 1 514 908 2813
Fax : + 1 514 937 6685
info@handicap-international.ca
www.handicap-international.ca

États-Unis

6930 Carroll Avenue - Suite 240
Takoma Park, MD 20912
Tél. : + 1 301 891 2138
Fax : + 1 301 891 9193
info@handicap-international.us
www.handicap-international.us

Luxembourg

140 rue Adolphe Fischer
1521 Luxembourg
Grand Duché de Luxembourg
Tél. : + 352 42 80 60
Fax : + 352 26 43 10 60
hilux@pt.lu
www.handicap-international.lu

Royaume-Uni

Waterman House
101-107 Chertsey Road
Woking, Surrey, GU21 5BW
Tél. : + 44 (0) 870 774 37 37
Fax : + 44 (0) 870 774 37 38
hi-uk@hi-uk.org
www.handicap-international.org.uk

Suisse

11 avenue de Joli-Mont
1209 Genève
Tél. : + 41 (0) 22 788 70 33
Fax : + 41 (0) 22 788 70 35
contact@handicap-international.ch
www.handicap-international.ch

Monsieur Nicolas Sarkozy
Président de la République Française
Palais de l'Élysée
55, rue du Faubourg Saint Honoré
75008 PARIS

Paris, le 1^{er} février 2008

Monsieur le Président,

Par un courrier du 13 août 2007, nous vous faisons part de nos préoccupations sur les ambiguïtés de la position française au sein du processus d'Oslo, qui vise à l'interdiction des armes à sous-munitions qui ont des conséquences inacceptables pour les civils, et sollicitons une clarification des engagements que vous nous aviez exprimés dans le cadre de la campagne pour les élections à la Présidence de la République.

Votre Etat-Major particulier nous a informés que votre emploi du temps ne vous permettait pas de nous recevoir, et que notre courrier avait été transmis au Ministre de la Défense. Ce dernier ne pouvant nous recevoir pour le même motif, il nous a invités à rencontrer deux fonctionnaires du Ministère, auxquels nous avons présenté nos attentes.

Ces démarches ont eu un impact pour le moins limité sur la position de notre pays sur cette question essentielle, qui mobilise aujourd'hui plus de 140 Etats au sein du processus d'Oslo.

A l'approche de la prochaine conférence de ce processus, qui se tiendra à Wellington du 18 au 21 février prochains, nous appelons de tous nos vœux un changement de position des représentants français dont les déclarations les plus récentes semblent une nouvelle fois en contradiction avec l'affirmation d'une participation de bonne foi au processus en cours.

Le 22 janvier, sous le titre « Stop aux bombes à sous-munitions », le ministre des Affaires Etrangères publiait une tribune dans le journal Libération dans laquelle on pouvait lire : « L'année 2008 marquera-t-elle la fin du scandale des victimes civiles de bombes à sous-munitions ? Il est permis de l'espérer. [...] D'après Handicap International, elles feraient 98% de victimes civiles. Conçues pour le champ de bataille, elles frappent donc aussi ceux qui n'y participent pas. Ce paradoxe meurtrier n'est plus acceptable. Les organisations non gouvernementales ont à raison mobilisé les consciences. Il revient aujourd'hui aux Etats de prendre, ensemble, leurs responsabilités et de s'engager à leur tour sur un nouveau droit, ambitieux et efficace. La France, qui n'en a pas utilisé depuis 1991 et n'en exporte pas, y est prête. »

Nous nous félicitons de ce nouvel engagement public d'un membre du gouvernement, auquel Handicap International répondra dans l'esprit de dialogue qui caractérise les nombreux contacts que nous développons avec les représentants des Ministères des Affaires Etrangères et de la Défense. Nous prenons acte de la volonté de la France de continuer à s'investir dans le processus d'Oslo, ce qui est conforme à la promesse que vous aviez faite comme candidat à la présidence de la République, lorsque vous nous avez exprimé votre volonté d'engager vigoureusement notre pays dans un processus international d'interdiction. Toutefois, nous voulons souligner que cet engagement est (...)

France

14 avenue Berthelot
69361 Lyon Cedex 07
Tél. : + 33 (0) 4 78 69 79 79
Fax : + 33 (0) 4 78 69 79 94
contact@handicap-international.org
www.handicap-international.fr

104-106 rue Oberkampf
75011 Paris
Tél. : + 33 (0) 1 43 14 87 00
Fax : + 33 (0) 1 43 14 87 07
paris@handicap-international.org

Allemagne

Ganghofer str. 19
80339 München
Tél. : + 49 (0) 89 54 76 06 00
Fax : + 49 (0) 89 54 76 06 20
info@handicap-international.de
www.handicap-international.de

Belgique

67 rue de Spa
1000 Bruxelles
Tél. : + 32 (0) 2 280 16 01
Fax : + 32 (0) 2 230 60 30
headoffice@handicap.be
www.handicap-international.be

Canada

1819 boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 401
Montréal (Québec) H3H 2P5
Tél. : + 1 514 908 2813
Fax : + 1 514 937 6685
info@handicap-international.ca
www.handicap-international.ca

États-Unis

6930 Carroll Avenue - Suite 240
Takoma Park, MD 20912
Tél. : + 1 301 891 2138
Fax : + 1 301 891 9193
info@handicap-international.us
www.handicap-international.us

Luxembourg

140 rue Adolphe Fischer
1521 Luxembourg
Grand Duché de Luxembourg
Tél. : + 352 42 80 60
Fax : + 352 26 43 10 60
hilux@pt.lu
www.handicap-international.lu

Royaume-Uni

Waterman House
101-107 Chertsey Road
Woking, Surrey, GU21 5BW
Tél. : + 44 (0) 870 774 37 37
Fax : + 44 (0) 870 774 37 38
hi-uk@hi-uk.org
www.handicap-international.org.uk

Suisse

11 avenue de Joli-Mont
1209 Genève
Tél. : + 41 (0) 22 788 70 33
Fax : + 41 (0) 22 788 70 35
contact@handicap-international.ch
www.handicap-international.ch

contredit par la permanence de la position française dans les négociations en cours, au point que celle-ci est interprétée par de nombreux Etats et par les ONG de la Coalition contre les Armes à sous-munitions (CMC), comme une volonté d'affaiblir la portée du futur traité d'interdiction.

Aussi permettez-nous de reprendre dans le document de plaidoyer ci-joint les principaux points sur lesquels Handicap International, et les 480 000 signataires de notre appel contre les armes à sous-munitions, attendent une clarification de la position française.

L'adoption d'un moratoire immédiat sur les armes à sous-munitions, serait de nature à traduire la volonté politique de la France de renoncer à un système d'armement que nos armées n'ont pas utilisé depuis 1991.

C'est ce que vous expriment les signataires de l'appel de Handicap International contre les armes à sous-munitions, lorsqu'ils disent leur volonté d'une interdiction totale de ces armes, au niveau national aussi bien qu'international. Le Ministre des Affaires Etrangères comme le Ministre de la Défense figurent d'ailleurs parmi les premiers signataires de cet appel.

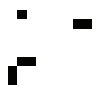
La conférence de Wellington, avant celle de Dublin constitue l'occasion de lever les ambiguïtés actuelles de la position française. A cette fin, nous souhaitons que la France y soit représentée à un niveau politique, ce qui serait un gage supplémentaire donné à la communauté internationale de la volonté de notre pays d'aboutir à un traité ambitieux.

Permettez-moi de vous adresser ci-joint la définition des armes à sous-munitions telle que notre coalition internationale souhaite la voir prise en compte dans le futur traité d'interdiction. Un soutien de la France à une telle rédaction serait un gage supplémentaire que le futur traité puisse effectivement mettre fin aux conséquences inacceptables de ces armes sur les populations civiles. Notre pays se retrouverait ainsi légitimement parmi les principaux artisans du traité.

Dans l'attente d'une clarification de la politique de la France que nous souhaiterions exemplaire sur cette question essentielle, nous nous permettons d'informer la représentation nationale et la presse spécialisée de notre démarche auprès de vous, et nous adressons une copie de cette correspondance au Premier Ministre, au Ministre des Affaires étrangères et au Ministre de la Défense.

Permettez-moi de vous renouveler notre souhait de pouvoir vous rencontrer pour vous faire part de notre expérience, du Laos jusqu'au Sud Liban, des dégâts provoqués par ces armes parmi les populations civiles et des difficultés des efforts de dépollution auxquels nos spécialistes contribuent dans plusieurs pays. Nous serions très honorés de pouvoir ainsi recueillir votre position de Chef de l'Etat et de Chef des Armées sur cette question.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.



Dr Jean-Baptiste Richardier
Directeur général
Handicap International